
Ormuz, Iran, Chine :

Les lignes de fracture d'un ordre mondial fragmenté

Equipe du CMEADD

Le détroit d'Ormuz n'a jamais été un simple passage maritime. Il a toujours été une question de pouvoir. Vingt et un pour cent du commerce mondial de pétrole brut le traversent chaque année, dans un goulet de quarante kilomètres de large, flanqué d'un côté par Oman et de l'autre par l'Iran. Qui contrôle ce passage tient une main sur la gorge de l'économie mondiale. L'Iran l'a toujours su. C'est précisément pour ça que ce qui se joue aujourd'hui autour de ce détroit dépasse très largement la crise entre Washington et Téhéran.

* * *

I. La guerre qui n'en finit pas de commencer

Il y a quelque chose d'épuisant, et en même temps de révélateur, dans la séquence des hésitations américaines face à l'Iran. Les frappes annoncées, reportées, réannoncées, réreportées. Les déclarations martiales du matin contredites par le communiqué du soir. Les responsables qui convoquent le Conseil de sécurité nationale d'un côté, et dont les collaborateurs cherchent une porte de sortie de l'autre. Cette hésitation n'est pas une faiblesse accidentelle. Elle traduit quelque chose de structurel dans la situation américaine.

Les États-Unis ont obtenu, lors des quarante premiers jours de frappes israélo-américaines contre l'Iran, des résultats militaires considérables sur le papier : des capacités balistiques dégradées, une chaîne de commandement décapitée, des sites nucléaires touchés. Mais ils n'ont obtenu ni la capitulation du régime, ni la fermeture du dossier nucléaire, ni la réouverture du détroit d'Ormuz. Trois objectifs, zéro résultat définitif. C'est là le paradoxe de la puissance militaire américaine au XXI^e siècle : elle peut détruire, mais elle n'arrive plus à convertir la destruction en résultat politique.

L'Irak en 2003. L'Afghanistan en 2001. Ces noms reviennent comme des fantômes dans tout débat sur l'option militaire en Iran. Et à juste titre. La logique de ces guerres était la même : une supériorité militaire écrasante, une victoire rapide sur le terrain, suivie d'une longue dégradation politique dont les États-Unis ne sont jamais vraiment sortis gagnants. L'Iran n'est pas l'Irak. Son régime est plus cohésif, sa profondeur stratégique plus grande, ses instruments de nuisance plus sophistiqués. Mais la leçon est identique.

Washington peut frapper. Il ne peut pas, seul, transformer une frappe en victoire politique.

Ce qui complique encore la situation, c'est la dynamique interne à l'administration américaine. Les faucons ne se trouvent pas principalement dans les couloirs de la Maison-Blanche. Ils sont au Congrès, dans les capitales alliées, dans les déclarations de sénateurs qui parlent de « cercles de la mort » autour des matériaux nucléaires iraniens. À l'intérieur même de l'administration, la majorité semble pencher vers un accord négocié, à condition que cet accord puisse être présenté comme une victoire. C'est précisément ce problème de présentation qui bloque tout.

Car l'Iran, de son côté, n'a aucune raison d'offrir une victoire facile à Washington. Pas après avoir survécu. Pas après avoir démontré, à ses propres yeux et à ceux de ses partenaires, qu'un régime frappé de plein fouet peut tenir. La logique interne du régime iranien — et c'est une logique que l'on peut trouver cynique, mais qu'il faut comprendre pour analyser correctement la situation, est celle d'une survie qui se présente comme un triomphe. Le régime joue sa propre survie. Il a survécu. Il considère avoir gagné.

* * *

II. La stratégie des cercles : comment l'Iran construit un levier permanent

Ce qui se passe dans le détroit d'Ormuz depuis plusieurs semaines n'est pas un simple blocage de navigation. C'est la construction patiente et délibérée d'une architecture de contrôle. Et la différence est fondamentale.

Un blocage peut être levé. Une architecture de contrôle, non.

L'Iran a procédé par étapes. D'abord, l'interruption physique du trafic. Ensuite, la mise en place d'une structure administrative, un responsable désigné, un tarif de passage, une procédure, transformant le blocage en système. Puis l'extension des eaux territoriales revendiquées, englobant la zone omanaise adjacente et les approches de la raffinerie émiratie de Ruwais. Et maintenant, la menace sur les câbles sous-marins de télécommunications qui desservent le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis.

Les mines navales détectées par les forces américaines dans le détroit ajoutent une couche supplémentaire à ce dispositif. Leur valeur est autant psychologique qu'opérationnelle : elles maintiennent un niveau d'incertitude qui pèse sur chaque décision de transit, sur chaque calcul d'assurance maritime, sur chaque contrat d'approvisionnement énergétique signé dans la région.

L'Iran ne cherche pas à fermer le détroit indéfiniment. Il cherche à en devenir le gestionnaire incontournable.

C'est là la subtilité de la stratégie iranienne que beaucoup d'observateurs occidentaux ont mis du temps à percevoir. L'objectif n'est pas la fermeture totale, qui serait insoutenable économiquement pour l'Iran lui-même, dont les exportations pétrolières doivent bien passer quelque part. L'objectif est la reconnaissance implicite d'un droit de regard, d'une capacité de nuisance permanente, d'un levier que Téhéran pourra actionner ou désactionner selon ses besoins diplomatiques et économiques futurs.

Ce levier est plus précieux qu'une arme nucléaire opérationnelle dans certains scénarios. Une arme nucléaire est un instrument de dissuasion ultime, mais son utilisation effective est politiquement suicidaire. Le contrôle d'Ormuz est une pression constante, modulable,

deniable, applicable à des adversaires aussi bien qu'à des partenaires récalcitrants. C'est un instrument de politique étrangère permanente.

Les menaces sur les câbles sous-marins méritent à cet égard une attention particulière. On a tendance à les minimiser, les satellites de communication existent, le trafic concerné ne représente que 2 à 3 % du trafic mondial d'Internet dans cette zone. Mais l'important n'est pas le chiffre. L'important est que l'Iran a signalé une capacité à projeter une nuisance bien au-delà de sa sphère géographique immédiate, vers des infrastructures critiques qui intéressent directement les États du Golfe, leurs partenaires financiers et les grandes puissances technologiques dont la connectivité régionale dépend de ces câbles.

La force Al-Qods constitue le troisième cercle de cette stratégie. Cette force d'intervention extérieure des Gardiens de la révolution, très active en Syrie et en Irak, n'a pas été déployée dans sa pleine capacité lors de cette crise. Mais elle a été signalée, à travers une vingtaine de tentatives d'attaques contre des cibles occidentales en Europe, coordonnées par des réseaux irakiens liés à cette structure. Le message est clair : l'Iran peut frapper loin, et il a encore des capacités en réserve.

C'est une stratégie d'escalade contrôlée, menée par un régime qui a tout à perdre à une capitulation et beaucoup à gagner à la durée.

* * *

III. La Chine dans le rôle du fils du Ciel

Il faut un certain cynisme pour apprécier pleinement ce que Xi Jinping a réussi ces dernières semaines. En quelques jours, il a reçu Donald Trump dans le jardin impérial de Zhongnanhai, un espace normalement fermé aux chefs d'État étrangers, puis, quatre jours après le départ du président américain, Vladimir Poutine dans le même cadre. La mise en scène est limpide pour quiconque connaît la culture politique chinoise : l'hôte est supérieur aux visiteurs. Les visiteurs le savent. Ils viennent quand même.

Il y a deux cent cinquante ans, l'ambassadeur britannique Macartney fit le voyage depuis Londres jusqu'à la cour de l'empereur Qianlong pour négocier l'ouverture du commerce avec la Chine. Après des mois de protocole, combien de genoux mettre à terre, le tribut apporté était-il un cadeau ou un hommage ? il obtint une réponse à toutes ses demandes : non. L'empereur ne négociait pas d'égal à égal. Il recevait des hommages. Deux siècles et demi plus tard, deux des dirigeants les plus puissants du monde refont le voyage. Et ils repartent sans avoir obtenu ce qu'ils voulaient.

Trump voulait que la Chine presse l'Iran de rouvrir le détroit. Il a obtenu des achats de soja et d'avions de ligne, quelques concessions commerciales, et une déclaration sur Taïwan qui entretient l'ambiguïté plutôt qu'elle ne la dissipe. Poutine voulait signer le gazoduc sibérien qui devait doubler les capacités d'exportation de gaz russe vers la Chine. Selon plusieurs sources, il est reparti sans signature.

La Chine n'est pas sortie de la neutralité. Elle a fait de la neutralité une position de puissance.

Ce que la Chine fait depuis le début de cette crise relève d'une logique que les stratèges occidentaux ont du mal à intégrer parce qu'elle ne correspond pas à leurs catégories

habituelles de l'action internationale. La Chine ne choisit pas de camp. Elle gère les deux. Elle achète 90 % du pétrole iranien et exporte vers le marché américain. Elle vend des équipements militaires à l'Iran et maintient le dialogue économique avec les États-Unis. Elle accueille Trump et Poutine en successeurs symboliques des tributaires de l'empire du Milieu.

Est-ce que cette posture est durable ? Probablement pas indéfiniment. La Chine a ses propres contraintes. Elle importe massivement de l'énergie depuis 2008, et une fermeture prolongée d'Ormuz lui coûterait cher. Sa croissance économique ralentit. Les révoltes populaires liées à l'inflation, plusieurs milliers par an selon certaines estimations — sont matées par un régime autoritaire efficace, mais elles signalent une pression sociale réelle que les dirigeants chinois ne peuvent pas ignorer complètement.

Et puis il y a Taïwan. Xi Jinping regarde ce conflit iranien avec l'attention d'un homme qui prépare une décision analogue pour plus tard. Il observe comment les États-Unis gèrent, ou ne gèrent pas, une guerre d'attrition contre un adversaire régional. Il observe les fractures atlantiques. Il note que la crédibilité américaine est entamée. L'armée chinoise n'a pas fait de combat depuis 1979. Elle a un budget colossal et un déficit d'expérience opérationnelle que les exercices ne comblent pas. Mais Taïwan, ce serait une guerre différente des guerres du Golfe, une guerre navale, aérienne, électronique, dans un détroit de cent quarante kilomètres, face à une île dont les défenses sont désormais mieux équipées.

Xi Jinping sait où il veut aller. La question est de savoir quand, et à quel coût.

* * *

IV. La guerre de l'information : le Rafale, le J-10, et ce que ça dit de la compétition chinoise

En parallèle de la crise militaire au Moyen-Orient, une autre guerre se joue dans les couloirs diplomatiques de New Delhi, sur les réseaux sociaux chinois et dans les algorithmes qui fabriquent des vidéos deepfake. L'enjeu immédiat : un contrat potentiel de 114 Rafale entre la France et l'Inde. L'enjeu réel : la capacité de la Chine à utiliser la désinformation comme instrument de compétition industrielle et stratégique.

En février dernier, lors de la visite d'Emmanuel Macron en Inde, une vidéo générée par intelligence artificielle a circulé massivement sur les réseaux. On y entendait le président français déclarer que le Rafale avait coûté à la France un milliard de dollars sur le marché indien à cause de l'incompétence de l'armée de l'air indienne. Macron n'a jamais dit ça. La vidéo était fausse, techniquement soignée, politiquement ciblée.

Derrière cette campagne : la Chine, qui fournit ses J-10 à l'armée pakistanaise, et le Pakistan, ennemi irréductible de l'Inde depuis la partition. En mai 2025, lors de l'opération Sindoor, plusieurs jours d'affrontements aériens entre les deux pays, des Rafale indiens et des J-10 pakistanais se sont croisés dans le ciel. Un seul Rafale a été détruit. La Chine s'est empressée d'en faire un argument commercial, publiant dans son rapport de bilan annuel une photo du J-10 accompagnée de commentaires sur sa supériorité démontrée au combat.

Le problème, pour Pékin, est que le Rafale continue de très bien se vendre. 26 avions livrés en 2025, dont 15 à des clients étrangers. Et les raisons de ce succès sont précisément celles qui gênent la Chine : le Rafale est un système souverain, indépendant des architectures américaine, russe ou chinoise. Pour un pays comme l'Indonésie ou les Philippines, qui ne veulent pas dépendre de leur adversaire potentiel pour l'architecture de leur propre défense, c'est une valeur considérable.

La contre-offensive française illustre que la guerre de l'information est désormais un domaine militaire à part entière. L'armée de l'air française a publiquement dénoncé les fausses nouvelles circulant sur le Rafale. Et les Américains, lors des frappes en Iran, ont démontré l'efficacité opérationnelle de l'intoxication informationnelle : en laissant fuiter de faux plans de déploiement de bombardiers B-2 à l'ouest, ils ont couvert une attaque réelle à l'est. Le mensonge stratégique comme levier tactique.

La Chine excelle dans la production de matériel militaire performant. Elle a fait des progrès spectaculaires en vingt ans, drones, automobile électrique, espace, robotique. Mais son armée souffre d'un problème que l'argent ne résout pas facilement : elle ne s'est jamais battue. Les Américains se battent depuis des décennies, avec des résultats mitigés, mais ils se battent. Ils ont une culture opérationnelle, des retours d'expérience, une capacité d'adaptation au contact que seuls les combats réels construisent. Les stratèges chinois étudient les guerres américaines. Mais étudier une guerre et en mener une sont deux choses très différentes.

* * *

V. L'Alliance atlantique, l'Espagne et la tentation de la neutralité

Il y a quelque chose de paradoxal dans la posture espagnole face à cette crise. Pedro Sanchez a fermé l'espace aérien espagnol aux opérations militaires américaines liées au conflit iranien. Il a refusé que ses bases, qui abritent des militaires américains dans le cadre de l'OTAN, soient utilisées pour des frappes contre l'Iran. Il a essuyé les menaces de représailles commerciales de Washington, et il a tenu.

C'est courageux, ou reckless, selon le point de vue. Sanchez dirige une coalition avec des partis d'extrême gauche qui ont une tradition anti-américaine et pro-palestinienne bien ancrée. Il a treize points de retard dans les sondages. Il fait de la politique avec la diplomatie, ce que tous les dirigeants font mais que peu assument aussi ouvertement. La décision sur les bases américaines lui coûte quelque chose avec Washington. Elle lui rapporte quelque chose en interne.

Mais au-delà de la politique intérieure espagnole, cette posture soulève une question que toute l'Europe devra répondre tôt ou tard : jusqu'à où l'obéissance à une alliance dirigée par un allié dont les décisions stratégiques vous paraissent dangereuses ou illégitimes ? La question n'est pas neuve. Elle s'était déjà posée en 2003 avec l'Irak. Elle revient avec plus d'acuité parce que l'administration Trump est moins prévisible que celle de George W. Bush, et parce que les Européens ont entre-temps développé le réflexe de l'autonomie stratégique, réflexe resté largement théorique jusqu'ici.

L'Alliance atlantique n'est pas morte. Mais elle est entrée dans une phase où les membres commencent à calculer le coût de la loyauté.

La Chine observe cette évolution avec satisfaction. Elle a perdu la Hongrie comme cheval de Troie au sein de l'Union européenne, Viktor Orbán a quitté l'UE dans des conditions qui ont affaibli son influence à Bruxelles. Elle cherche un nouveau relais. L'Espagne, avec ses plages, sa main-d'œuvre moins chère, son énergie accessible et son gouvernement ouvert aux investissements chinois, est une cible attractive. Les investissements directs chinois en Espagne ont bondi de 331 % en 2025.

Ce n'est pas nécessairement une stratégie délibérée et coordonnée à Pékin. C'est aussi la convergence d'intérêts entre un pays qui cherche des capitaux et un pays qui cherche une implantation européenne. Mais les effets stratégiques existent indépendamment des intentions.

* * *

VI. Ce que tout cela change, et ne change pas, pour l'Afrique et pour le Maroc

Les crises du Golfe ont l'inconvénient d'accaparer l'attention internationale et de laisser dans l'ombre leurs effets sur des pays qui n'en sont pas les protagonistes mais qui en subissent les conséquences. L'Afrique est dans ce cas.

Une perturbation durable du détroit d'Ormuz frappe immédiatement les économies africaines importatrices d'énergie, une grande majorité du continent. La hausse des prix du pétrole et des produits dérivés (carburants, engrais, plastiques) aggrave des contextes inflationnistes déjà fragiles. Les pays du Sahel, dont les économies sont les plus vulnérables, n'ont aucun levier pour se protéger de ce choc externe.

Paradoxalement, les exportateurs africains d'hydrocarbures, Nigeria, Angola, Algérie, Libye, pourraient bénéficier à court terme d'une hausse des cours. Mais leurs infrastructures de production et d'exportation sont dans un état qui limite leur capacité à profiter rapidement de l'opportunité. Et la volatilité des marchés financiers engendrée par le conflit nuit à leurs conditions d'emprunt.

Plus profondément, la recomposition de l'ordre international documentée dans cette crise, recul américain, affirmation chinoise, affaiblissement russe, transforme le paysage dans lequel les États africains doivent naviguer. La Chine est déjà le premier partenaire commercial de l'Afrique subsaharienne et le premier créancier bilatéral du continent. Sa position relative se renforce dans un contexte où la crédibilité américaine est fragilisée et où les Européens sont absorbés par leurs propres divisions.

La Russie, dont la présence en Afrique s'est amplifiée via ses réseaux paramilitaires au Sahel et en Centrafrique, voit ses ressources se contracter sous l'effet combiné de la guerre en Ukraine et de sa dépendance croissante vis-à-vis de Pékin. Africa Corps, l'organisation qui a succédé au groupe Wagner, continuera d'opérer, mais avec des moyens réduits et une capacité d'initiative affaiblie.

Pour le Maroc, la crise pose des questions qui vont bien au-delà de la conjoncture énergétique. Le Maroc est importateur net d'hydrocarbures, exposé aux fluctuations du marché mondial. La transition énergétique qu'il a engagée, énergies renouvelables, solaire, ambitions en hydrogène vert, est une réponse structurelle de long terme à cette dépendance. Mais le court terme reste vulnérable.

Plus stratégiquement, la recomposition de l'ordre international oblige Rabat à gérer simultanément des pressions contradictoires. D'un côté, maintenir la confiance de Washington, dossier du Sahara occidental, accords Abraham, coopération sécuritaire antiterroriste, dans un contexte où les engagements américains sont devenus plus volatils. De l'autre, approfondir les partenariats économiques avec Pékin, qui investit dans les infrastructures portuaires de Tanger Med et dans l'industrie marocaine. Et au milieu, renforcer l'ancrage européen à un moment où l'Europe est elle-même incertaine de sa propre direction.

La reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental reste le levier diplomatique le plus important pour Rabat. Mais cette reconnaissance est liée à une administration particulière et à un contexte politique américain dont la stabilité n'est pas garantie. La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sur les accords agricoles et de pêche avec le Maroc rappelle que la dimension juridique, le lawfare, de la question sahraouie reste active et que les soutiens européens sont moins solides qu'il n'y paraît.

La sécurité au Sahel est l'autre urgence. Le retrait progressif des forces françaises et américaines de la région, l'installation de réseaux russes, l'expansion des groupes jihadistes, ces dynamiques se conjuguent pour produire une instabilité croissante aux frontières sud du Maroc. Les Gardiens de la révolution iraniens, via leurs réseaux en Europe et au-delà, ajoutent une menace supplémentaire, indirecte mais réelle, pour un pays dont les services de renseignement sont reconnus comme efficaces mais qui ne peut pas tout anticiper.

* * *

Conclusion : la leçon des détroits

Les détroits ont toujours dit la vérité sur le monde. Qui les contrôle, qui peut les traverser librement, qui paye pour passer, ces questions sont des radiographies du rapport de force entre puissances. Ormuz n'est pas différent.

Ce qui se joue là, sous le soleil du Golfe, c'est une question sur la nature même de l'ordre international que nous avons cru connaître depuis 1945. Cet ordre reposait sur quelques certitudes : la liberté de navigation garantie par la puissance navale américaine, la dissuasion nucléaire comme plafond des conflits, les institutions multilatérales comme espaces de résolution des disputes. Ces certitudes sont toutes, simultanément, en question.

Les États-Unis ne peuvent plus garantir la liberté de navigation dans Ormuz sans engager un effort militaire dont ils ne veulent pas assumer le coût. La dissuasion nucléaire est brouillée par la poursuite par l'Iran d'un programme nucléaire que personne ne sait exactement où en est. Les institutions multilatérales Conseil de sécurité, Cour internationale de justice, sont paralysées par des véto croisés ou ignorées par les belligérants.

La Chine, pendant ce temps, construit patiemment un ordre alternatif. Pas en déclarant la guerre à l'existant. En occupant les vides. En finançant des infrastructures. En achetant du pétrole à ceux que les sanctions américaines écartent. En recevant les dirigeants du monde dans le jardin impérial et en leur rappelant que Pékin a été le centre du monde pendant des

siècles, avant que quelques décennies d'hégémonie américaine ne fassent oublier cette géographie profonde.

Le monde ne bascule pas en une crise. Il bascule dans l'accumulation silencieuse de précédents.

La crise autour d'Ormuz ne se résoudra pas proprement. Elle se gèrera, imparfaitement, par un accord insatisfaisant pour toutes les parties, ou par une escalade dont les conséquences économiques finiront par peser plus lourd que les objectifs politiques de départ. Mais ce qui aura changé, ce sera la carte mentale de tous les acteurs concernés : les pays du Golfe, qui auront appris à vivre avec l'Iran comme gestionnaire incontournable de leur route d'exportation ; les grandes puissances importatrices d'énergie, qui auront mesuré leur vulnérabilité ; et les pays d'Afrique du Nord et du Sahel, qui auront observé, une fois de plus, que les décisions qui les affectent le plus se prennent dans des capitales où personne ne leur demande leur avis.

C'est peut-être ça, la leçon des détroits.

* * *

Références et sources mobilisées

- Blackwill, R. D., & Harris, J. M. (2016). *War by other means: Geoeconomics and statecraft*. Belknap Press of Harvard University Press.
- Cordesman, A. H., & Gold, B. (2014). *The Gulf military balance: The conventional and asymmetric dimensions*. CSIS Press.
- Guilfoyle, D. (2009). *Shipping interdiction and the law of the sea*. Cambridge University Press.
- International Crisis Group. (2024). *Iran's nuclear negotiations: Options for a new framework*. ICG. [À vérifier pour édition actualisée.]
- Johnston, A. I. (2019). *Is China still a status quo power?* *International Security*, 27(4), 5–56.
- Maloney, S. (2015). *Iran's political economy since the revolution*. Cambridge University Press.
- Medeiros, E. S. (2009). *China's international behavior: Activism, opportunism, and diversification (MG-850-AF)*. RAND Corporation.
- Parsi, T. (2017). *Losing an enemy: Obama, Iran, and the triumph of diplomacy*. Yale University Press.
- Rid, T. (2020). *Active measures: The secret history of disinformation and political warfare*. Farrar, Straus and Giroux.
- Shambaugh, D. (2013). *China goes global: The partial power*. Oxford University Press.
- SIPRI. (2025). *SIPRI arms transfers database*. Stockholm International Peace Research Institute. <https://www.sipri.org/databases/armstransfers>
- IEA. (2024). *Oil market report*. International Energy Agency. <https://www.iea.org/reports/oil-market-report>
- IJSS. (2025). *The military balance 2025*. International Institute for Strategic Studies. Routledge.
- Pape, R. A. (1996). *Bombing to win: Air power and coercion in war*. Cornell University Press.
- Schelling, T. C. (1966). *Arms and influence*. Yale University Press.